

Résumé des questions économiques et sociales: **semaine n° 214 du 17 février 2025**

PORTS ET DOCKS : LA CGT PROMET DE NOUVEAU 48 HEURES DE GRÈVE FIN FÉVRIER !

La Fédération nationale des ports et docks CGT a fait savoir sur les quais qu'un nouveau mouvement de 48 heures d'arrêt est prévu les 26 et 27 février.

Le conflit portuaire, relancé en début d'année, semble plus encaîmé que jamais. Le gouvernement n'est pas décidé à ouvrir des négociations pour élargir la possibilité de départs anticipés (cinquième année de pénibilité et dispositif amiante) afin de compenser l'application de la réforme des retraites.

Si les dockers et certains travailleurs portuaires ont pour habitude de partir à 55 ans, c'est notamment parce qu'ils sont **éligible à la préretraite dite « amiante »**. Celle-ci abaisse l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans moins le tiers de la durée de travail effectuée dans l'établissement exposé à l'amiante. Mais les salariés entrés le plus récemment dans la profession n'en bénéficient pas.

« Notre objectif, dans la profession, c'est le départ à 55 ans. On n'en déroge pas. On sait qu'au-delà un docker commence à fatiguer et que le travail devient dangereux pour lui. C'est un métier très dur, on a 8 ans d'espérance de vie en moins en moyenne », expliquait déjà Jérémie Julien, secrétaire général adjoint du syndicat CGT des dockers du Havre.

« Concrètement, un docker exposé à l'amiante pendant 15 ans peut partir à la retraite à 55 ans », continuait le syndicaliste. Mais ce dispositif ne s'applique pas à tous les dockers. « Tous les gars qui sont entrés après 2004, donc qui ont moins de 20 ans d'ancienneté, ne sont pas éligibles. Cela représente la moitié de nos effectifs. **Or il y a toujours de l'amiante dans nos conteneurs !** ». La Fédération nationale des ports et docks CGT a fait savoir qu'un second mouvement de 48 heures de grève est prévu les 26 et 27 février avec, cette fois, une opération ports morts (blocage des accès aux ports) pour le 27 février. Le mouvement précédent, les 30 et 31 janvier, s'était déroulé sans blocage.

D'ici là, la CGT continue son mouvement de 4 heures le matin, deux à trois fois par semaine.

INDUSTRIE AUTOMOBILE :

N.T.N À CRÉZANCY (AISNE) : 31 POSTES SUPPRIMÉS !

La direction de l'entreprise N.T.N a annoncé un plan social au sein de ses effectifs dans un communiqué de presse. À l'usine de Crézancy, 31 postes sur 100 vont être supprimés. Cette nouvelle est un choc pour les salariés du site de l'Aisne.

"C'est un très gros coup dur. Quand ils nous ont annoncé les licenciements, on ne s'y attendait vraiment pas. Tout le monde est démoralisé", réagit Serdar Purdal, délégué syndical CGT de N.T.N Crézancy. Dans un communiqué de presse, l'entreprise japonaise a annoncé la suppression de 31 emplois dans son usine de l'Aisne.

Le site de Crézancy est spécialisé dans la forge de pièces pour l'industrie automobile. L'annonce de ce plan social a été un choc pour les salariés de l'Aisne. Devant l'usine, Christophe et Francine ont le visage marqué. Les deux salariés témoignent : "C'est compliqué psychologiquement. L'ambiance est triste dans l'entreprise. On ressent de la peine. Il y a beaucoup de questions en suspens. On ne s'y attendait pas".

Pour justifier ce plan social, la direction met en avant les difficultés actuelles du marché de l'automobile. "On constate une baisse de la vente de véhicules depuis le Covid. On est passé de 22 millions de voitures neuves vendues avant la pandémie à 17 millions", explique Antoine Seloche, directeur du site de N.T.N Crézancy. Il poursuit : "Les prévisionnistes ne voient pas de rebond au moins jusqu'à 2035. Cela met nos usines dans une situation de surcapacité et aussi de difficulté à répondre à l'exigence de compétitivité qui est réclamée par nos

clients". Les syndicats ne sont pas très optimistes sur l'avenir : "On ne part pas dans le bon sens. On n'a pas investi assez pour être compétitif et diversifié. Si on ne fait rien, ce sera la fermeture."

N.T.N TRANSMISSIONS EUROPE À ALLONNES (SARTHE) : 127 LICENCIEMENTS !

N.T.N Transmissions Europe a annoncé un projet de restructuration qui a des conséquences sur le site d'Allonnes (Sarthe) avec la **suppression de 127 postes**.

En tant qu'entreprise produisant des joints de transmissions pour les véhicules automobiles (thermiques, hybrides et électriques), NTN Transmissions Europe est de fait touchée par la réduction de la production automobile sur le continent.

À ces freins conjoncturels, s'ajoutent des difficultés plus structurelles avec la forte percée de la Chine comme acteur important du marché, l'évolution des mobilités ou encore l'électrification du parc automobile.

Une partie de la production délocalisée en Roumanie !

N.T.N Transmissions Europe possède trois sites en Europe, deux en France (Allonnes et Crézancy) et un à **Sibiu en Roumanie**. C'est vers ce site qu'une partie de la production est réaffectée en raison d'un changement dans la « *cartographie des clients* », les constructeurs se tournant vers les pays de l'Est, plus "compétitifs". « *Les transmissions ont toujours été implantées près de l'usine d'assemblage. Quand les clients migrent à l'est, je suis obligé de migrer une partie de la production à l'est* », justifie Sébastien Nicolaux de la direction N.T.N. « **Ce projet est une combinaison des sites, un rééquilibrage.** » !!!

Que vont devenir les salariés du site d'Allonnes ?

Ce projet de restructuration se traduit par la **suppression de 158 postes** : 127 sur le site d'Allonnes et 31 sur celui de Crézancy, dans l'Aisne. Un plan de sauvegarde pour l'emploi a été mis en œuvre sur **l'usine qui compte 600 salariés et 80 intérimaires**.

Dans le détail, 72 postes d'opérateurs sont supprimés, 42 dans les fonctions supports à la production et 13 dans les fonctions centrales.

« Une véritable trahison » !

À l'issue du CSE extraordinaire, la CGT a dénoncé « *une véritable trahison à l'égard des salariés* ». Le syndicat a critiqué les choix des directions successives qui ont conduit à des **délocalisations et des externalisations de l'activité**.

"C'EST VRAIMENT DE L'ESCLAVAGISME" : EN GRÈVE, UN CHAUFFEUR ROUTIER BLOQUÉ PAR SON EMPLOYEUR DEPUIS DEUX SEMAINES SUR UNE AIRE D'AUTOROUTE !

Il est bloqué sur une aire d'autoroute du Lot depuis deux semaines. Mécontent de ses conditions de travail, Steve, un chauffeur routier originaire du Zimbabwe, s'est mis en grève. Résultat : son employeur l'empêche de se déplacer. Face à ce blocage et des difficultés de ce salarié pour s'en sortir, les syndicats se mobilisent.

Une aire d'autoroute austère avec une forte odeur d'urine. Ici, plusieurs poids lourds sont à l'arrêt. Parmi lesquels, celui de Steve. Ce chauffeur routier manifeste contre ses conditions de travail. Les conséquences ont été immédiates : aussitôt son entreprise **lui a retiré toutes ses autorisations de circuler. En effet, son GPS a été désactivé et ses moyens de paiement, bloqués**. Son camion est donc immobilisé. Depuis deux semaines, Steeve n'a pas quitté le parking.

Steve est combatif, malgré la fatigue et l'usure d'une lutte commencée il y a deux semaines. *"Nous sommes toujours en grève et nous le resterons aussi longtemps qu'il le faut. Jusqu'à qu'ils accèdent à nos demandes. Mais cela fait deux semaines qu'on attend, et on voit bien qu'ils (son employeur) n'en ont rien à faire"*, explique Steve. Deux autres chauffeurs, également originaires du Zimbabwe, sont en effet dans la même situation en région parisienne.

Revendications salariales !

Le chauffeur ne réclame qu'une chose : son salaire. **Embauché à 1.500 € par mois sur le papier, seul 800 lui sont versés**. Condamné par son employeur à survivre dans sa cabine de camion, plus petite qu'une cellule de prison. Un endroit exigu dans lequel Steeve survit littéralement. Pour cet homme originaire du Zimbabwe, l'aventure européenne a un goût amer. *"Nous voulons juste être payés pour notre travail. Nous pensions que l'Europe, c'était l'eldorado, mais ils nous exploitent. Là, on voit bien la face sombre de l'Europe. On aurait mieux fait de rester au Zimbabwe"*, explique le chauffeur routier.

Citoyen du Zimbabwe, Steve travaille pour Global Transport. Une société slovaque elle-même filiale du géant Allemand de logistique Hegelman. Un montage bien connu au sein de l'Union européenne pour diminuer les droits sociaux et augmenter la compétitivité.

Une situation dénoncée par les syndicats de transports routiers, qui viennent en aide à Steve, jusqu'ici coupé de tout. *"On a aujourd'hui épuisé les Roumains, les Bulgares. Donc on va chercher de la main-d'œuvre moins chère de plus en plus loin"*, explique un militant syndical du Transport en Haute-Vienne.

Steve manque de tout : nourriture, eau, vêtements. Une situation difficile pour lui, mais qui n'a pas empêché deux autres employés de suivre son exemple. Eux aussi prennent le risque de protester contre Hegelman. *"Beaucoup de conducteurs de l'Est n'acceptent plus ces conditions de travail et ne roulent plus pour ces entreprises-là. Du coup, on voit là, trois conducteurs du Zimbabwe. Donc ils prennent des chauffeurs à pas cher, pour faire du gain, du gain, du gain. C'est vraiment de l'esclavagisme.*

Une plainte va être déposée contre la société allemande !!!

VENCOREX : BORSODCHEM CONFIRME SON OFFRE DE REPRISE DE 54 EMPLOIS « ET PAS UN DE PLUS » !

Un Comité social et économique était programmé jeudi sur la plateforme chimique pontoise en présence du repreneur BorsodChem qui a confirmé son offre de reprise de **54 emplois (sur 460)** aux organisations syndicales.

Deux syndicats émettent un avis défavorable !

Au lendemain d'un Conseil social et économique (CSE) dédié à l'offre de reprise de Vencorex par BorsodChem (54 postes sur les 460 salariés) sur la plateforme chimique du Pont-de-Claix, un nouveau CSE s'est tenu vendredi. Objectif : valider le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) de la direction, qui prévoit la suppression de plus de 400 postes.

À l'issue de la consultation des documents qui régissent la procédure de PSE, deux syndicats ont émis un avis défavorable (la CGT et la CFDT) et l'organisation CFE-CGC s'est abstenue.

L'affaire est désormais entre les mains de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Dreets)... La période d'observation de Vencorex, placée en redressement judiciaire, court jusqu'à fin mars.

La CGT, qui exige que cette période serve à trouver une solution de sauvetage et non au lancement des premières vagues de licenciements, a saisi son avocat pour contester la procédure.

ARKEMA JARRIE : PLUS DE 500 PERSONNES RASSEMBLÉES POUR DÉNONCER LA CASSE SOCIALE DANS LA CHIMIE !

Mercredi, plus de 500 personnes se sont rassemblées devant le site d'Arkema Jarrie (Isère) avant de partir en manifestation à l'appel de la CGT FNIC. **Une mobilisation contre les 154 licenciements à Arkema et plus largement contre la casse sociale massive qui sévit dans le secteur de la chimie.**

Depuis le 5 décembre, les travailleurs de l'usine Arkema de Jarrie sont en grève reconductible pour s'opposer à la suppression de 154 emplois. Si la direction justifie cette décision par l'arrêt de l'usine Vencorex Pont-de-Claix, les travailleurs, eux, dénoncent **des licenciements d'opportunité** et pointent la bonne rentabilité de l'entreprise.

Après avoir durci la mobilisation le 13 janvier en mettant l'usine totalement à l'arrêt, plus de 80 grévistes se sont rassemblées la semaine dernière devant le siège parisien de l'entreprise à l'occasion du premier CSE portant sur le plan de licenciement.

C'est dans la continuité de ce durcissement du rapport de force que la CGT FNIC (Fédération Nationale des Industries Chimiques) a appelé à un rassemblement devant l'usine mercredi matin à 10 h, suivi d'une manifestation dans l'après-midi. Cet appel a rencontré un large écho : **plus de 500 personnes se sont rassemblées en soutien aux grévistes.**

Parmi eux, de nombreux salariés d'autres sites d'Arkema (Pierre-Bénite, Marseille ou La Chambre) sont venus montrer leur solidarité. **Un mouvement de grève national était appelé dans tous les sites du groupe industriel Arkema pour soutenir les travailleurs de l'usine de Jarrie.**

Un nombre important de délégations syndicales d'autres entreprises de la région (Vencorex, BioMérieux, Air Liquide, Famar, etc.) étaient aussi présents pour souligner l'importance de cette lutte dans un bassin déjà fortement touché par la crise des licenciements.

Ainsi, la journée de mobilisation de mercredi a été l'occasion de créer un important mouvement de solidarité des travailleurs de la région ainsi qu'un mouvement national de grève dans l'entreprise. Une lutte qui montre la voie à suivre face aux licenciements : **encore une fois la grève est la seule arme efficace pour imposer un rapport de force au patronat.**

Plus largement, face à la hausse brutale du chômage, le mouvement ouvrier doit construire une riposte massive pour défendre le maintien de l'emploi et non **pas se limiter à lutter pour des meilleures indemnités de départ qui arrangent le patronat.** Plus que jamais, le monde du travail doit défendre ses intérêts, sans concessions au patronat, en revendiquant l'interdiction des licenciements ainsi que l'embauche immédiate en CDI des travailleurs précaires, en CDD ou intérim. Il est aussi nécessaire de se battre pour l'expropriation et la nationalisation sans indemnités ni rachat des entreprises qui ferment et licencient ainsi que pour leur mise sous contrôle des travailleurs.

LIDL FRANCE : LES SYNDICATS APPELLENT À UNE « GRÈVE ILLIMITÉE » POUR UNE REVALORISATION SALARIALE !

Les organisations de salariés demandent une revalorisation des salaires, une « *amélioration des conditions de travail* » et s'opposent à l'ouverture généralisée le dimanche.

Le discountier d'origine allemande Lidl traverse un début d'année 2025 houleux en France. Cinq organisations syndicales de l'entreprise, la CGT, la CFTC, la CFDT, la FGTA-FO et le, SNCCD - CFE-CGC, ont appelé les salariés à « *une grève illimitée* » à partir du vendredi 7 février. Ces syndicats demandent notamment une « *revalorisation des salaires* » et une « *amélioration des conditions de travail* ». Ils s'opposent aussi à **un projet de généralisation de l'ouverture des magasins le dimanche**,

De son côté, le premier syndicat de l'entreprise, l'UNSA, a déclaré **privilégier « pour le moment le dialogue » à la grève.**

Dégradation des conditions de travail !

« *A nouveau, le CSEC constate que les salariés sont la seule variable d'ajustement de l'entreprise, ce qui entraîne systématiquement un report de la charge de travail sur ceux qui restent, détériorant davantage leurs conditions de travail* », disait les élus, appelant la direction à ne « *pas compenser la baisse de la marge issue de la guerre des prix par la réduction de la masse salariale* ».

La direction a évoqué récemment l'hypothèse d'une généralisation du travail dominical, alors que seule une partie de son parc magasin le pratique actuellement.

Avec quelque **1.600 magasins et 46.000 salariés** revendiqués à la mi-janvier en France, l'enseigne y est devenue au fil des ans un acteur significatif de la grande distribution alimentaire.

Dernière minute : Les cinq syndicats rassemblés ont déclaré que « *suite à ce mouvement d'ampleur inédite, une réunion avec les organisations syndicales et la direction est programmée le vendredi 14 février à 10 h 30. Dans cette attente, l'intersyndicale suspend la grève, mais notre détermination reste intacte* ».

SKP BEARING (LOIRE) : GRÈVE CHEZ CONTRE « LE PLAN SOCIAL DÉGUISE » DE L'ACTIONNAIRE INDIEN !

Repris par un industriel indien il y a un an, le fabricant de billes et rouleaux en acier, à La Talaudière, s'est séparé d'une dizaine de salariés à l'automne. De nouveaux licenciements devraient avoir lieu dans les prochaines semaines. Des annonces qui, ajoutée à la remise en cause de plusieurs avantages sociaux, inquiètent fortement les salariés, dont la grande majorité est en grève.

La belle histoire n'était-elle qu'une chimère ? Il y a un an quasiment jour pour jour, le tribunal de commerce de Saint-Etienne validait la reprise de l'entreprise talaudioise presque centenaire, VG (Valette et Gaurand) Industrie, spécialisée dans les billes et rouleaux en acier pour l'automobile et l'industrie pharmaceutique, qui était en redressement judiciaire depuis plusieurs mois.

Le sauveur, unique candidat à la reprise, s'appelait Shrinand Palshikar, un industriel indien, patron de SKP Bearing, également fabricant de billes et rouleaux en acier qui emploie plus de 200 personnes au nord de Bombay.

52 salariés avant la reprise, 41 aujourd'hui... Combien demain ?

Le soulagement et l'euphorie ont rapidement laissé place à un nouveau sentiment d'inquiétude chez les 52 salariés de l'ex-VG Industrie, rebaptisée SKP Bearing France. Ils ne sont plus que 41 à y travailler aujourd'hui à la suite du licenciement de huit personnes en septembre dernier, auquel s'est ajouté le départ volontaire de trois autres.

« *Dès le début, on sentait la patate arriver, on était conscient que c'était risqué, mais c'était la seule offre de reprise* », explique Ludwig Beraud, secrétaire général CGT métaux Loire, présent sur le site, dans la zone d'activité de Molina-Chazotte à La Talaudière, mercredi pour soutenir les salariés en grève à l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT.

Cinq machines sont parties en Inde. Reviendront-elles ?

Ils ont commencé leur mouvement, mardi matin, pour protester contre « *des attaques inacceptables contre les conditions de travail et les rémunérations* ». « *La direction veut nous enlever le treizième mois, nos primes de vacances et nos tickets resto* », détaille Mokhtar Bouayed, délégué CGT à SKP Bearings France, « *vingt-six ans de boîte* », qui s'offusque également du fait qu'il n'y a « *plus de chauffage dans les ateliers depuis novembre* ».

Outre ces revendications, les grévistes (environ 90 % de l'effectif total) souhaitent des garanties sur « *la pérennité de l'emploi et de l'outil de production* ». Ils craignent de nouveaux licenciements, neuf auraient été annoncés, dans les semaines qui viennent : « *Ils savent qu'en dessous de 10 licenciements économiques, ce n'est pas considéré comme un plan social, explique Ludwig Beraud. Mais là, avec les licenciements du mois de septembre, c'est un plan social déguisé qui se prépare.* »

Autre motif d'inquiétude, le départ il y a plusieurs mois de cinq machines vers l'Inde : « *Elles devaient être transférées pour être réparées, elles ne sont jamais revenues.* »

CONVERGENCE DE LA LUTTE : EN SOUTIEN DES AGENTS DU SERVICE

« ENFANCE FAMILLE » DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU TARN ET GARONNE !

Les restrictions budgétaires et les choix politiques au niveau départemental sont en train de mettre en péril l'ensemble des structures publiques et privées de la protection de l'enfance, de la protection des familles, et plus généralement de tout le secteur de l'action sociale et médico-social. Ces politiques d'austérité sont entrain de sacrifier l'avenir de nos enfants sur ces secteurs là, mais aussi au niveau de l'éducation nationale et remettent en cause la sécurité des enfants qui vivent des parcours de vie extrêmement difficiles et qui se retrouvent dans de la grande précarité.

En tant que CGT, nous ne pouvons accepter que des enfants de travailleuses-eurs soient sacrifiés sur l'autel des profits capitalistes.

Nous appelons l'ensemble de nos syndicats, syndiquée-s et travailleuses-eurs du département à se joindre au rassemblement devant le conseil départemental jeudi 13 février à 9h00 sur le parvis du Conseil Départemental du Tarn et Garonne.

De plus, il nous paraît, au vu de la situation économique et politique, que l'ensemble des travailleuses-eurs qui subisse, que partout ou c'est possible, de faire de cette journée une journée de grève départementale à partir des revendications dans les entreprises, pour l'avenir de nos enfants, pour l'augmentation générale des salaires et l'abrogation de la réforme des retraites.

Des services départementaux sont mis en concurrence au sein du même territoire, des fermetures sont prévues, le secteur associatif est annoncé comme variable d'ajustement budgétaire....

Trop d'enfants sont sans protection ! Elles et ils n'ont pas besoin de réponses au rabais !

PÔLE SANTÉ RÉPUBLIQUE À CLERMONT-FERRAND (PUY-DE-DÔME) : LE MOUVEMENT DE GRÈVE SE POURSUIT !

La grève a repris, mardi 11 février, au Pôle Santé République à Clermont-Ferrand. A l'issue de l'assemblée générale, la veille en soirée, les salarié-es ont voté pour une poursuite du mouvement amorcé, jeudi 6 février.

"Notre revendication principale, à savoir une hausse de notre pouvoir d'achat qui est le même qu'en 2019, n'a pas été satisfaite", déclare la CGT. "A part le Segur, nous n'avons pas eu d'augmentation depuis 2010, date de la dernière grève au PSR."

Le mouvement de grève entamé, jeudi 6 février, avait été en partie suspendu le week-end des 8 et 9 février et le lundi. Sauf du côté des brancardiers qui ont maintenu la grève en ce début de semaine. La grève était partie de ce corps de métier avant d'être étendue à toutes les catégories professionnelles de l'établissement, excepté les médecins dont la majorité ne sont pas salariés du PSR.

"Nous avons repris les réquisitions depuis lundi soir, afin d'assurer un service minimum", précisent les représentants des personnels. "Nous en avons assez des réunions stériles avec la direction. Il faut qu'elle comprenne notre ras-le-bol."

Le mouvement a donc repris pour une durée indéterminée.

LYON : SOUTIEN AUX GRÉVISTES EN LUTTE À L'HÔPITAL PRIVÉ JEAN MERMOZ !

La CGT Santé Action Sociale soutient depuis plus d'un mois les luttes successives des personnels de l'hôpital privé Jean Mermoz du groupe privé RAMSAY.

Après les brancardier-es, préparateur-rices pharmacie, magasinier-es de la pharmacie, ce sont les secrétaires médicales, aides-soignant-es, brancardier-es, ASH et infirmier-es des urgences qui ont rejoints le mouvement la semaine dernière.

Nous sommes témoins de personnels épuisés et en colère qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois et pourtant, sont toujours déterminés pour accueillir et prendre en charge des patient-e-s dans de bonnes conditions. Les salarié-e-s veulent simplement être en nombre suffisants, avoir du matériel et des lits pour répondre aux besoins des patient-e-s !

Ils et elles veulent être reconnu-e-s et respecté-e-s pour le travail effectué et à la hauteur de leurs responsabilités. Dans d'autres services de l'hôpital privé, la colère monte aussi : les personnels font face à un mépris de la direction qui a des stratégies de division.

A ce jour, la direction joue la division et ne reçoit qu'à chaque fois une délégation limitée, service par service. Elle n'accède qu'à des revendications d'organisation des différents services et reste fermée sur les revendications salariales.

Les salaires au sein de cet établissement sont excessivement bas : **9,30€ brut /heure pour une ASD, 12€ brut/heure pour une IDE avec des compléments de primes qui ne comptent pas pour la retraite.** Dans cet hôpital privé à but lucratif cotée en bourse, on y pratique des dépassements à tour de bras, l'objectif principal étant

de dégager un profit maximal. Dégager un tel profit implique de sous-payer ses salarié-e-s et de considérer les patient-e-s comme une source de revenus.

Ce jour des personnels de plusieurs services du Médipôle, du même groupe RAMSAY, se mettent en grève également sur des revendications salariales et d'organisation. C'est tous les salarié-es du groupe RAMSAY qui sont dans la galère !

Faire de la santé un filon lucratif, c'est considérer qu'avoir un problème de santé est un besoin de consommation comme un autre, c'est instaurer une concurrence entre les établissements et les personnels, **c'est définir, qui, en fonction de ses revenus, est en capacité de se soigner ou non.**

La CGT revendique un service public de santé et d'action sociale de qualité accessible à l'ensemble de la population.

En lutte permanente pour la conquête d'un service public de santé et d'action sociale pris en charge par la Sécurité Sociale intégrale à 100%, la CGT sera au côté des salarié-es de l'hôpital privé de Jean Mermoz et du Médipôle tout au long de leur mobilisation pour exiger des augmentations de salaires et l'amélioration des conditions de travail.

La santé n'est pas une marchandise !

GRÈVE DES AESH : "EN VINGT ANS, RIEN N'A CHANGÉ DEPUIS LA MISE EN PLACE DE LA LOI HANDICAP" !

Les AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap) se sont une nouvelle fois mobilisés mardi 11 février. Une cinquantaine d'entre eux, également soutenus par des enseignants, se sont réunis devant le rectorat à Grenoble, à l'occasion des vingt ans de la loi handicap. Ils dénoncent *"le peu d'avancées ces vingt dernières années"*, après la mise en place de cette loi.

"Avant, il y avait des démissions seulement l'été, maintenant c'est même en cours d'année" !

Parmi les manifestants mobilisés devant le rectorat, il y a Marie-Pierre Beaugendre, elle est AESH à Échirolles (Isère) depuis plusieurs années et élue au SNES-FSU. Elle dénonce des conditions de travail de plus en plus difficiles pour les AESH, mais également un manque de formation. *"J'ai actuellement à ma charge plus d'une vingtaine d'élèves et je n'en ai jamais autant"* raconte-t-elle. *"Ces élèves ont des handicaps de plus en plus lourds, et ils sont de plus en plus nombreux. Ils sont en grande souffrance car il y a des limites à leur prise en charge, quand on n'est pas formé pour. Nous-mêmes sommes également en grande souffrance car les journées sont de plus en plus longues pour nous, pour autant, le salaire ne suit pas"*, poursuit-elle.

De son côté, Anne également AESH, a à sa charge 14 élèves dans un collège/lycée de Domène (Isère). *"Ils ont tous des problématiques très différentes ; des troubles de l'attention avec ou sans hyperactivité, des troubles du spectre autistique, c'est très hétérogène"* explique-t-elle. *"Avec autant d'enfants, mais aussi peu de temps et surtout un manque de formation, comment pouvons-nous les aider ?"* se demande-t-elle. Elle dénonce une baisse de qualité dans le temps passé avec les enfants. *"Cela devient très difficile de faire un vrai suivi et de mettre en place des choses. Nous sommes les AESH de tout le monde et donc, de personne"*, conclut-elle.

Des enseignants également démunis !

Dans la foule amassée devant le rectorat, quelques enseignants venus soutenir les AESH. Parmi eux, Camille, professeur de SVT. Elle explique que depuis la mise en place de la loi de 2005 sur le handicap, **"rien n'a changé"**. *"Force est de constater qu'aucun moyen à la hauteur des besoins n'a été mis pour atteindre les objectifs de cette loi"* confie-t-elle. *"Il aurait fallu investir massivement pour accompagner l'augmentation des élèves en situation de handicap, à la fois pour réduire les effectifs des classes et pour accompagner les enfants en situation de handicap à hauteur de leurs besoins"* conclut-elle.

Avec un salaire moyen d'environ 1.000 euros par mois, les AESH demandent par ailleurs une revalorisation salariale, ainsi qu'un statut de fonctionnaire de catégorie B au sein de l'Education Nationale.

MICHELIN : LES SALARIÉS INQUIETS POUR L'AVENIR, "ON TOMBE AUJOURD'HUI, MAIS IL Y A D'AUTRES USINES QUI VONT SUIVRE" !

Dans le cadre de la journée spéciale dédiée à l'emploi et à la désindustrialisation mercredi dernier, gros plan sur le contexte compliqué du secteur automobile en France et en Auvergne. Les difficultés s'accumulent comme chez Ligier, le fabricant de voitures sans permis, qui recentre sa production sur son site de l'Allier et **supprime 141 postes. Quatre-vingts emplois supprimés aussi chez l'équipementier auto Valeo à Sainte-Florine** en Haute-Loire et surtout Michelin. Le groupe mondial fabricant de pneus a en effet annoncé la fermeture de deux de ses usines, à Cholet et à Vannes, en novembre dernier.

Et ce n'est sans doute pas fini, c'est en tout cas ce que se disent Vincent et Antoine, deux salariés futurs licenciés de Cholet qui étaient venus manifester la semaine dernière devant le siège de Michelin à Clermont, **"nous on**

tombe aujourd'hui, mais il y a d'autres usines qui vont suivre, on est loin d'être les derniers, tant qu'il y aura des usines en France, ils continueront à les fermer pour aller produire en Pologne et en Chine".

"On en sait pas ce que l'avenir nous réserve" !

Des salariés Michelin qui, comme Romain Baciak, délégué CGT, qui ont tous tiqué en entendant leur PDG Florent Menegaux il y a trois semaines devant les sénateurs dire que produire en Europe coûtait deux fois plus cher qu'en Asie. *"Aujourd'hui il n'y a plus d'avenir à être à Michelin en France avec les paroles de notre patron au Sénat et à l'Assemblée, il est en train de mettre dans la tête des Français que Michelin va partir de France pour aller produire à l'étranger, c'est déjà ce qu'il fait dans beaucoup d'usine"* estime le délégué CGT.

Des déclarations et des fermetures d'usine qui font gamberger les salariés à la sortie du site des Gravanches à Clermont-Ferrand, désormais la plus grosse usine Michelin en France. *"Nous on sent que l'activité est un petit peu ralentie même si on pas vraiment d'informations, mais on a des bruits de couloir qui disent qu'on va encore fermer l'atelier quelques jours fin février, c'est toujours un peu inquiétant quand même"* témoigne l'un d'eux. "

On ne sait pas ce que l'avenir nous réserve !

C'est l'automobile, ce n'est pas que Michelin on voit bien. Moi j'ai ma belle-mère qui travaille pour les essuie-glaces à Valeo, c'est le même principe, on est tous impactés regrette une autre salariée

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR RECHERCHE : une manifestation contre le budget 2025

Le budget 2025 a été adopté grâce à la non censure des élus du Centre, de Droite, du Rassemblement National et du Parti Socialiste. Pour la recherche c'est 1 milliard de moins alors que de nombreuses Univesriqté sont déjà en grandes difficultés budgétaires. Pour protester contre e tte situation plusieurs centaines de personnlles de l'ESR ont manifesté au panthéon le 10 février à l'appel de l'intersyndicale. les cellules du parti de l'Université et de la recherche ont distribué un tract à cette occasion.

MONDE

BELGIQUE: "L'INDUSTRIE EST LAMINÉE": PLUSIEURS MILLIERS D'OUVRIERS MANIFESTENT PRÈS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE !

"L'heure est grave", "nos usines ferment": quelques milliers d'ouvriers de toute l'Europe se sont rassemblés mercredi dernier à Bruxelles, près de la Commission européenne, pour réclamer des garanties sur l'avenir de l'industrie et de leurs emplois.

Des salariés de la sidérurgie, de l'automobile ou de la chimie. 3.000 manifestants selon la police belge, se sont réunis sur une place bruxelloise à l'appel d'IndustriALL, une confédération de syndicats.

"Il est temps que l'Europe se réveille. L'industrie européenne traverse une crise profonde", a souligné à la tribune Judith Kirton-Darling, secrétaire générale de cette fédération.

"Union européenne, réveille-toi !", "sauvez notre acier", pouvait-on lire sur les pancartes. Des intervenants ont dénoncé le *"dumping"* de l'industrie chinoise et mis en garde contre la potentielle hausse des tarifs douaniers aux Etats-Unis, après l'arrivée au pouvoir de Donald Trump.

Au milieu des fumigènes et des drapeaux d'une série de syndicats européens, le sidérurgiste tchèque Lukas Borota explique être venu à Bruxelles pour appeler à *"protéger les emplois"*.

"Il n'y a pas assez de boulot", abonde l'Italien Oreste Nardoïanni, qui n'a que *"deux ou trois jours de travail"* par semaine à Cassino (sud de l'Italie) chez le constructeur automobile Stellantis.

"L'Europe doit porter de toute urgence une stratégie industrielle", plaide la syndicaliste française Christèle Khelf, de la CFDT métallurgie. *"Les constructeurs européens ont traîné des pieds à enclencher la transition vers les voitures électriques"*, estime-t-elle.

"L'industrie est en train de se faire laminer", dénonce le Belge Jean-Luc Lallemand (FGTB Métal). *"En Europe, il faut toujours un laps de temps infini pour protéger l'industrie"*, peste-t-il.

Une délégation syndicale a été reçue à la mi-journée à la Commission européenne, à quelques encablures de ce rassemblement.

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement